



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## **Rencontre Départementale de sensibilisation sur les achats socialement responsables**

**Département de la Somme en date du  
13 novembre 2025 – 14h**

# Introduction

La Dreets HDF : intervention de **Madame Catherine POMMART**,  
chargée de mission des politiques d'inclusion au service insertion  
professionnelle

La Ddets de la Somme : intervention de **Madame Véronique LIEVEN**,  
Directrice Adjointe de l'Emploi, du Travail et des Solidarités

# Ordre du jour

Introduction

I - Présentation du contexte : PNAD et Loi Climat et Résilience

II - Rôle du coordinateur régional

III - Evolutions des achats socialement responsables – données départementales 2020-2024 issues des clauses sociales

IV - Rôle du facilitateur

V - Illustrations d'un partenariat facilitateur / Donneur d'Ordre

VI - Témoignages de prescripteurs sur l'intérêt des clauses sociales dans les parcours d'insertion

Temps d'échange – questions / réponses

# I - Présentation du contexte : PNAD et Loi Climat et Résilience

Présentation du contexte du PNAD par **Catherine POMMART**, chargée de mission des politiques d'inclusion au service insertion professionnelle de la Dreet HDF

# Objectifs / Enjeux du PNAD

- Encapaciter les acheteurs publics et les décideurs dans la prise en compte de clauses sociales et environnementales dans leurs marchés
- Faciliter le développement des marchés réservés comme tremplin à l'intégration professionnelle
- Objectif du PNAD 2022-2025 : 30% des contrats de la CP présentent une considération sociale
- La Loi du 22 août 2021 dite « climat & résilience » va plus loin en imposant que, dès août 2026, 100% des contrats publics notifiés dans l'année contiennent au moins une considération environnementale et que l'ensemble des marchés supérieurs aux seuils européens intègrent une condition d'exécution en matière sociale

## Par considération sociale, on entend notamment :

- Insertion des publics éloignés du marché du travail
- Personnes en situation de handicap
- Lutte contre les discriminations, notamment la promotion de l'égalité femme / homme
- Respect des principes éthiques (respect des droits de l'homme, qualité des chaînes d'approvisionnement)

# Plusieurs leviers juridiques permettent d'insérer une considération sociale dans un marché :

- Les clauses administratives et techniques (objet, conditions d'exécution, spécifications techniques) parmi lesquelles la clause sociale d'insertion permet de dédier une partie des heures du marché à des publics en insertion, assorties éventuellement de conditions d'attribution/critères de performance (heures de formation, tutorat...)
- Les marchés réservés aux secteurs de l'IAE, des EA, des ESAT, de l'ESS

# Visibilité sur la création des postes de facilitateurs et de coordination régionale en HDF du PNAD 2022 – 2025

3 AAP ont été mis en œuvre dans le cadre du PNAD 2022-2025 en 2022, 2023 et 2025, qui ont permis une augmentation du nombre de facilitateurs, la création d'1 poste de coordination régionale, d'1 poste de coordination technique CSNE, et leur consolidation.

Au niveau régional, 16 postes de facilitateurs et coordinateurs ont été créés, au niveau du département de la Somme, les AAP ont permis la création d'1 ETP supplémentaire réparti sur 2 postes de facilitateurs CS :

- 0.5 ETP sur le poste de facilitateur CS porté par la MLPM Abbeville (80) : 162 communes réparties sur 5 intercommunalités de la PM
- 0.5 ETP sur le poste de facilitateur CS porté par la MEEF SHS Péronne (80) : 5 Communautés de communes (Avre Luce Noye, Pays du coquelicot, Haute Somme, Terre de Picardie, Est Somme)



## Coordonnées des 5 facilitateurs CS dans le département de la Somme

Prénom	NOM	Structure	Mail
Damien	DEHAME	MLPM	<a href="mailto:damien.dehame@mlpm.org">damien.dehame@mlpm.org</a>
Virginie	RISSE	MPLM	<a href="mailto:virginie.risse@mlpm.org">virginie.risse@mlpm.org</a>
Marion	VASSEUR	MEEF SHS	<a href="mailto:marion.vasseur@meef-shs.fr">marion.vasseur@meef-shs.fr</a>
Kamel	YAHIAOUI	Amiens Métropole	<a href="mailto:k.yahiaoui@amiens-metropole.com">k.yahiaoui@amiens-metropole.com</a>
Chérif	NAAB	CD80	<a href="mailto:cnaab@somme.fr">cnaab@somme.fr</a>
Hugo	VANDAMME	Coordination régionale - Lille Avenirs	<a href="mailto:hvandamme@lamelt.fr">hvandamme@lamelt.fr</a>
Julie	MOITEL	Coordination technique CSNE - CD62	<a href="mailto:moitel.julie@pasdecalais.fr">moitel.julie@pasdecalais.fr</a>

# Présentation du contexte : PNAD et Loi Climat et Résilience

Présentation de la Loi Climat et Résilience par  
**Monsieur Antoine GOXE**, consultant Achat Public  
Durable du Centre de développement de l'éco-  
transition dans les entreprises « CD2E » : comment  
s'emparer des enjeux environnementaux?

# CD2e ACCÉLÉRATEUR DE L'ÉCO-TRANSITION

## Achats publics durables et service Guichet Vert

*Mars 2025*

*Antoine Goxe – [a.goxe@cd2e.com](mailto:a.goxe@cd2e.com)*



BÂTIMENT  
DURABLE



ÉNERGIES  
RENOUVELABLES



ÉCONOMIE  
CIRCULAIRE

## Présentation des thématiques traitées



### BÂTIMENT DURABLE

#### Massifier la construction et la rénovation à faible impact environnemental

- Rénovation Basse Consommation
- Construction à faible impact environnemental
- Structurer la filière HORS SITE
- Respect du patrimoine architectural local
- Développement des filières d'Eco-matériaux
- Construction passive
- Formations intégrées sur les chantiers
- Garantie de performance énergétique
- Numérique dans le bâtiment



### ÉNERGIES RENOUVELABLES

#### Développer la filière solaire

- Solaire photovoltaïque (toitures, friches, ...)
- Solaire thermique (agricole, industrie, logements collectifs, piscines, ...)
- Autoconsommation individuelle et collective
- Développer le mix énergétique : Gérer l'intermittence des énergies renouvelables



### ÉCONOMIE CIRCULAIRE

#### Réduire la consommation des ressources

- Ecoconception,
- Favoriser le réemploi
- Accompagner la structuration des filières de recyclage des déchets du bâtiment
- Valorisation des sédiments de dragage
- Atténuation de la pression sur la ressource en Eau



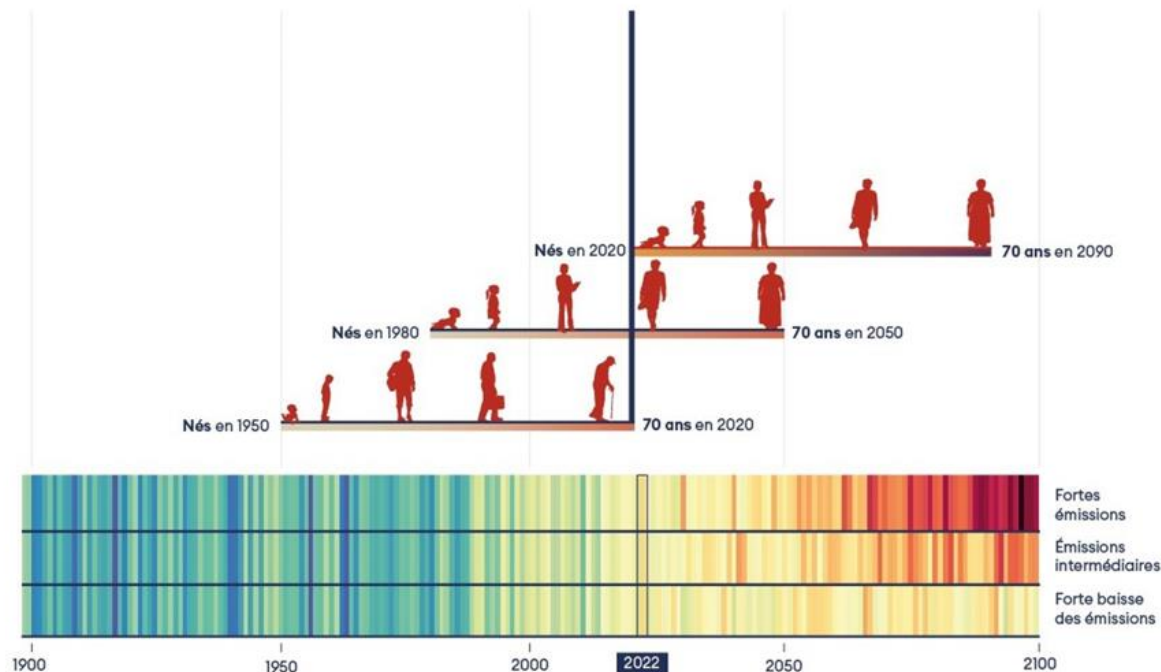
### ACHAT PUBLIC DURABLE

#### Accompagner la commande publique

- Capitaliser les clauses environnementales
- Accompagner la mise en place de SPASER
- Conseiller sur les critères environnementaux
- Déployer le budget vert

# Une bifurcation impérative

- La hausse des températures futures dépendra des émissions futures



L'Accord de Paris fixe un objectif : +1,5°C, +2°C au pire  
Mais la trajectoire actuellement suivie nous conduit au-delà des +3°C...

**Enjeu :**  
**Eviter l'ingérable**  
**ET gérer l'inévitable**

*Les dépenses et investissements d'aujourd'hui sont les émissions de demain*

**=> Renvoie à l'acte d'achat :  
Comment opérationnaliser les ambitions ?**

Source du graphique : Haut Conseil pour le Climat, *Rapport annuel 2023*, p.186.

# Un « verdissement » de la commande publique

## Des obligations sectorielles renforcées pour les acheteurs publics



**Objectif : 100% des marchés publics avec une clause ET un critère environnemental à partir du 22 août 2026.**

- Dans les **critères de sélection de l'offre** (attribution) - (modif. articles L. 2152-7 + L. 3124-5 du CCP)
  - ✓ Seulement pour les procédures avec critères obligatoire (offre économiquement la plus avantageuse)
  - ✓ Fin du critère unique du prix : critère unique du coût global peut être assimilable à un critère vert
- Dans les **conditions d'exécution** du marché - (modif. articles L. 2112-2 + L3114-2 du CCP)

Et toujours : prise en compte des objectifs de développement durable dans la définition des besoins, notamment les **spécifications techniques** (art. L.2111-2, L. 3111-2 du CCP). Depuis août 2021 : l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) – un principe de la commande publique (art. L.3-1)

# Application de la Loi Climat et résilience du 22 août 2021

## *Article 35 : d'une simple faculté à l'obligation d'inclure dans les conditions d'exécution des considérations relatives à l'environnement*

**Art. L. 2111-2 CCP:** *« Les travaux, fournitures ou services à réaliser dans le cadre du marché public sont définis par référence à des spécifications techniques. »*

**Art. L. 2112-2 CCP :** *« Les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution peuvent prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, à l'environnement, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. »*

# Application de la Loi Climat et résilience du 22 août 2021

## *Article 35 : d'une simple faculté à l'obligation d'inclure dans les conditions d'exécution des considérations relatives à l'environnement*

**Art. L. 2111-2 CCP:** « Les travaux, fournitures ou services à réaliser dans le cadre du marché public sont définis par référence à des spécifications techniques. Ces spécifications techniques prennent en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale. »

**=> Obligation d'intégrer des spécifications techniques ayant trait au développement durable**

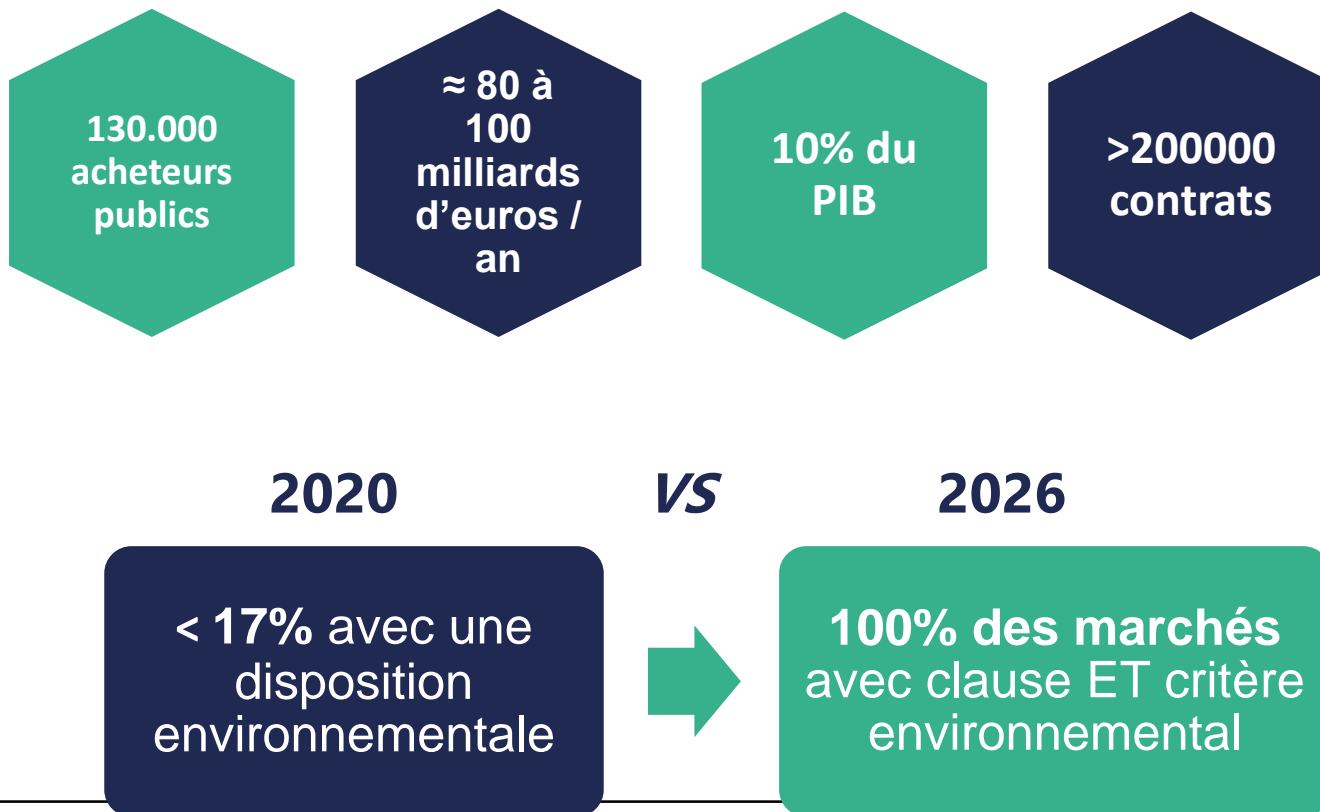
**Art. L. 2112-2 CCP :** « Les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution prennent en compte des considérations relatives à l'environnement. Elles peuvent également prendre en compte des considérations relatives à l'économie, à l'innovation, ~~à l'environnement~~, au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. »

**=> Obligation d'inclure dans les conditions d'exécution des marchés publics une clause environnementale.**

---



# Un défi au regard des statistiques



# Un défi au regard des statistiques

## PART DES CLAUSES ENVIRONNEMENTALES en nombre et en montant



Contrats initiaux*	2020		2021		2022		2023	
	Nombre	Montant (M€)	Nombre	Montant (M€)	Nombre	Montant (M€)	Nombre	Montant (M€)
Etat et secteur hospitalier	21,7 %	13,5 %	24,0 %	13,1 %	27,9 %	23,9 %	30,9 %	27,2 %
Collectivités territoriales	12,6 %	17,6 %	14,0 %	20,0 %	18,1 %	25,9 %	20,1 %	27,9 %
« Autres »**	27,3 %	38,9 %	29,5 %	47,0 %	50,4 %	61,3 %	54,4 %	68,9 %
TOTAL	16,8 %	18,9 %	18,7 %	22,3 %	29,2 %	37,2 %	29,1 %	39,5 %

\* Données hors avenants et actes de sous-traitance – Montants des marchés supérieurs ou égaux à 90 000€ HT

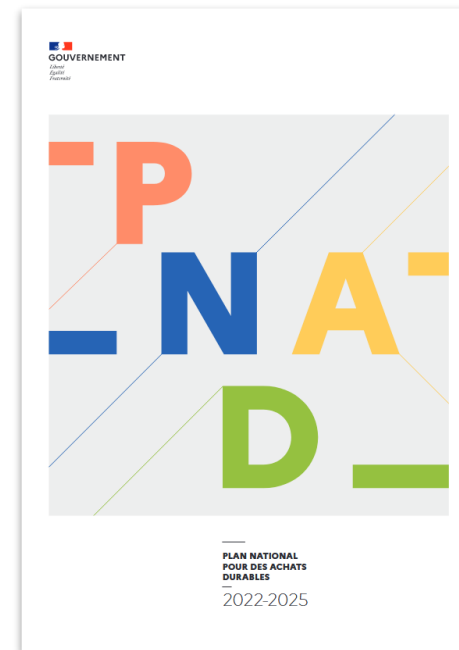
\*\* Entreprises publiques, opérateurs de réseaux, etc.

Calculs et retraitements statistiques OECP

Source : DAJ OECP,  
chiffres du  
recensement 2023,  
novembre 2024

# Le PNAD 2022-2025 : accompagner les acheteurs pour atteindre les ambitions de la Loi Climat & Résilience

- Les objectifs du PNAD
  - 100 % des contrats avec au moins une considération environnementale
  - 30 % des contrats avec au moins une considération sociale
- Pour y parvenir d'ici 2025, des actions sont réalisées ou sont en cours de réalisation :
- former et accompagner les acheteurs** (guides/fiches, MOOC Achats durables, MOOC et missions SPASER, facilitateurs sociaux, guichets verts).
- valoriser les bonnes pratiques** au niveau national et européen (Portail des Achats durables, Trophées de la commande publique, fiche métier d'acheteur).
- outiller les acheteurs pour **prendre en compte les enjeux environnementaux, sociaux, économiques lors de la définition de leurs besoins** (aide à la définition du besoin et analyse du cycle de vie) et **maîtriser la réglementation en vigueur et les pratiques sectorielles** (outil « La Réf », pages et fiches sectorielles).
- ~~aider les acheteurs à **piloter leurs achats par les données** (page dédiée et outils).~~



# Ressources : les outils et services facilitateurs

La  
**clause  
verte**  
Votre solution achats durables

250 fiches clauses et critères par typologies de marchés et segments d'achats – *développé par le CD2E*

<https://laclauseverte.fr/>



Un service gratuit de conseil environnemental  
Un réseau national, support de la performance

<https://laclauseverte.fr/le-guichet-vert/>

[leguichetvert@cd2e.com](mailto:leguichetvert@cd2e.com)



L'outil pour connaître la réglementation des achats durables – *développé par 3AR et RESECO*

<https://reseo.fr/referencement-reglementaire/>



MOOC « Achats durables » - *conçu par RES'OCC*

<https://www.ecologie.gouv.fr/mooc-engagez-vous-dans-lachat-durable>

**Fresque des  
Achats Publics  
Durables**

Fresque des Achats Publics Durables – *conçue par RES'OCC, lancée en janvier 2025 et déployés par les réseaux régionaux commande publique durable*

<https://www.resocc.fr/fresque-achats-publics-durables>

# Ressources : les outils et services facilitateurs

## Portail des achats durables

Ce portail a pour objectif de faciliter l'accès des acheteurs publics comme privés aux ressources nécessaires permettant d'appréhender les enjeux liés aux achats durables en vue d'un passage à l'action.

<https://achats-durables.gouv.fr/>



Le réseau RAPIDD est une plateforme professionnelle d'échanges et de partages d'expérience entre acteurs de la commande publique sur la thématique des achats durables. Développé par le Ministère de la Transition Ecologique (CGDD)

<https://rapidd.developpement-durable.gouv.fr/>

## DAJ - OECF

Un « kit » de l'OECF pour accompagner les acheteurs dans leurs achats durables (mars 2025) :

- Outil d'aide à la prise en compte du DD dans la définition du besoin ;
- Clausier et recommandations générales pour des achats durables

<https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique/achats-publics-durables-et-innovation/un-kit-pour-accompagner-les-acheteurs>

## DAJ - OECF

Mise à disposition d'une annexe financière standardisée (BPU), intégrant un onglet spécifique « Développement durable », pour simplifier et sécuriser les échanges de fichiers entre titulaires et acheteurs (oct. 2025)

<https://www.economie.gouv.fr/daj/lobserveur-economique-de-la-commande-publique-oecf-met-disposition-des-acheteurs-une-annexe-financiere-standardisee>

[Destinée aux acheteurs]  
**FICHE-OUTIL**

pour des achats éco-responsables

Mise à disposition par la DAE de fiches achats éco-responsables par familles d'achat

<https://www.economie.gouv.fr/dae/publications-et-textes/fiches-outils-achats-eco-responsables>

# ZOOM sur le service Guichet Vert



Service de conseil environnemental GRATUIT de 1<sup>er</sup> niveau pour les acheteurs soumis au CCP.

*En Hauts-de-France, c'est le* **CD2e** ACCÉLÉRATEUR DE L'ÉCO-TRANSITION

*qui opère ce service dans le cadre du réseau APURE*

Pour solliciter le service Guichet vert en Hauts-de-France :

- Formulaire en ligne : [Sollicitation « Guichet Vert » \(limesurvey.net\)](https://limesurvey.net)
- Mail à l'adresse : [leguichetvert@cd2e.com](mailto:leguichetvert@cd2e.com)

Systématiquement :

- Un échange téléphonique proposé pour comprendre le besoin
- Envoi d'une réponse écrite par mail avec les informations utiles (contexte réglementaire, ressources, suggestions, retours d'expérience...)

**Près de 2000 sollicitations au niveau national depuis octobre 2022**



Co-animation Cerdd – CD2E dans le cadre d'un conventionnement  
Cerdd-CD2E-CGDD

**Objectif : faire progresser collectivement les acheteurs publics des  
Hauts-de-France vers des achats publics socialement et  
écologiquement responsables !**

Un réseau ouvert, des événements et ateliers accessibles  
gratuitement

- 2 événements présentiels / an (Exemple : « Le métier d'acheteur public responsable : tout un programme ! »)
- Organisation de webinaires et de GT thématiques (ex. : achats et égalité F-H, adaptation et marchés de travaux, ...)
- Une liste de diffusion
- Un livret ressources
- Déploiement de la Fresque des achats durables depuis 2025

# CD2e ACCÉLÉRATEUR DE L'ÉCO-TRANSITION

**Merci pour votre attention !**

**Antoine GOXE**, Coordinateur service collectivités  
Réfèrent achats publics durables & budget vert,  
> [a.goxe@cd2e.com](mailto:a.goxe@cd2e.com)

---



## II - Rôle de la coordination régionale des HDF

Présentation par **Monsieur Laurent MONIOT**, Directeur  
de l'Insertion & du PLIE Lille Avenir

## Publication d'un AAP PNAD 2022-2025 – Financements de postes de facilitateurs et d'une coordination régionale

### Accompagne

- Les acheteurs ayant une dimension supra-territoriale a fortiori régionale,
- Les facilitateurs clause (soutien et ressource, en complémentarité avec le réseau national Alliance Villes Emploi)

<https://www.ville-emploi.asso.fr/recueil-des-fondamentaux-de-la-clause-sociale-2023>

### Coordonne

- La réalisation des clauses sociales pour les marchés le nécessitant,
- La consolidation et la lisibilité de l'activité clause sociale sur les grands programmes régionaux et trans-territoriaux,
- La production d'outils utiles aux missions des facilitateurs

### Représente le réseau des facilitateurs

- Auprès des réseaux de partenaires de l'écosystème « clauses sociales » : branches professionnelles, têtes de réseaux de l'IAE, du Handicap, de l'ESS...
- Au sein de différentes instances : ORCP, CRIE, GT CS ERBM Insertion Emploi...

# Illustration

Acheteurs  
Régionaux

Coordinateur  
Régional

Facilitateur(s)  
)  
du territoire

Marchés  
localisés

Si nécessaire,  
oriente  
l'acheteur  
assiste le  
facilitateur

Marchés régionaux  
ou trans-territoriaux

Conseille et accompagne l'acheteur  
Oriente les entreprises vers les facilitateurs locaux  
Centralise les données des facilitateurs des différents territoires  
Rédaction des bilans

Accompagne la mise en  
œuvre des clauses  
Contrôle la réalisation et  
le restitue au  
coordinateur

# LES 7 ÉTAPES POUR UNE BONNE PRATIQUE DE LA CLAUSE SOCIALE

## Revue des marchés en cours et à venir

**DO** : informe le facilitateur des caractéristiques des programmes, de la date de publication et date prévisionnelle d'**OS**

**F** : pré-diagnostic insertion

1 à 2 fois/an

## Lancement du marché

**DO** : transmet dès notification la liste des attributaires, lettres de notifications, l'acte d'engagement et ses annexes, le CCAP

**F** : répond aux sollicitations des entreprises

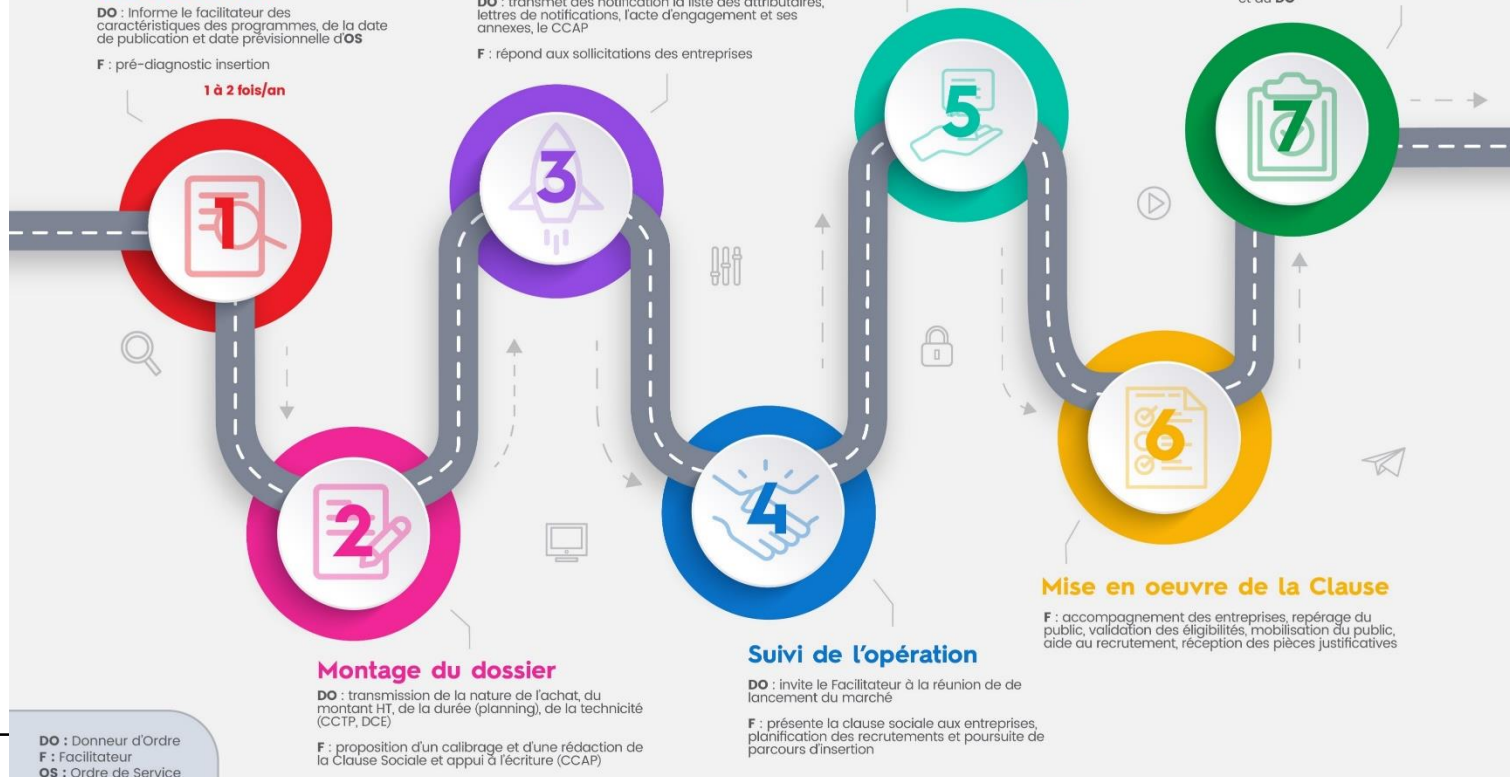
## Si accord-cadre à bons de commande

**DO** : informe le facilitateur de l'état des commandes du marché par entreprise

1 fois/trimestre

## Fin du marché

**F** : Bilan final, attestation de bonne réalisation aux entreprises et au **DO**



# III - Evolutions des achats socialement responsables – données départementales 2020-2024 issues des Clauses Sociales

Présentation du diagnostic CS par **Monsieur Laurent MONIOT**, Directeur de l'Insertion & du PLIE Lille Avenirs



En 2024, 36 millions d'heures d'insertion générés  
par les marchés clausés sur le territoire national  
(24.000 ETP) - 600 Facilitateurs

En Hauts de France : 65 facilitateurs - 4 millions  
d'heures d'insertion (x2 en 5 ans, x 4 en 10 ans)

8.000 marchés pour 539 donneurs différents

10000 participants

15000 contrats de travail

30% QPV - 23% de femmes

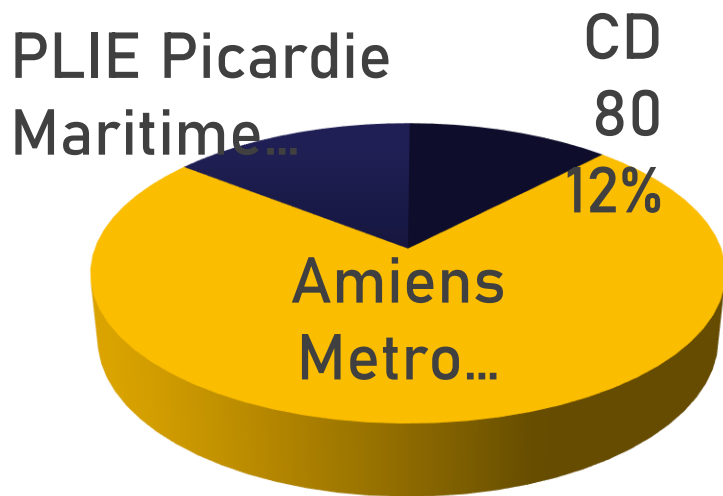


*95% de marchés  
sont des marchés  
de travaux ou de  
services*



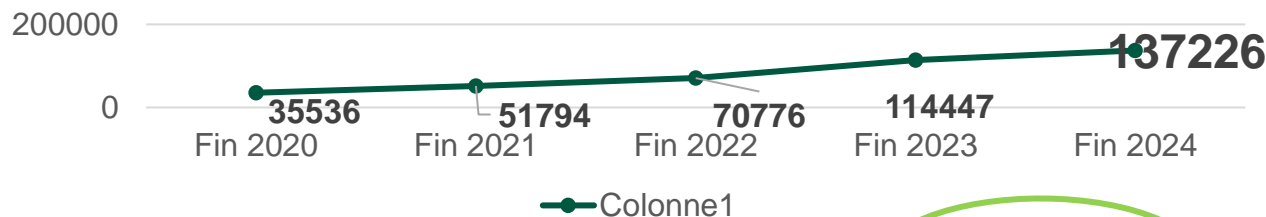
Dans la somme : 4 facilitateurs ont géré un peu plus de 165.000 heures d'insertion, plus de 50% en 5 ans (hors chiffres du Canal Seine Nord Europe)

- Amiens Métropole
- PLIE Picardie Maritime
- Conseil Départemental de la Somme
- MEEF Santerre Hauts de Somme (en 2025)



**135 marchés d'insertion**  
**21 donneurs d'ordre**  
**270 participants**  
**41% QPV**  
**9,6% de Femmes**  
**77% marchés de travaux**

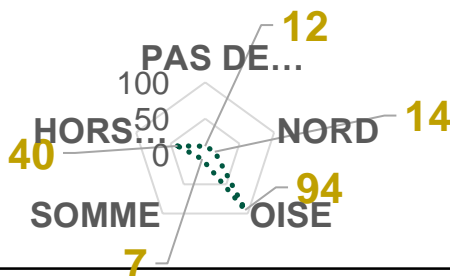
## Evolution du nombre d'heures d'insertion réalisées depuis fin 2020



## Typologie de marché



## Origine géographique des 167 participants



45 ♀

74 % DES HEURES  
REALISEES PAR DE  
L'EMPLOI DURABLE  
(CDI, CDD + 6 MOIS,  
alternance)



# TRAVAUX A VENIR en Santerre haute-somme

Nom du marché	Nb d'heures prévues selon montant estimatif transmis au moment du calibrage	Notification prévue	Démarrage travaux prévus
déboisement/arrachage de haies	577	faîte	2ème semestre 2025
mesures compensatoires du S2	1859	juin-25	
marché de génie écologique du S2	13507	juin-25	
déviations Allaines/Bouchavesnes	345	juin-25	
travaux de réhabilitation de quais	1249	juin-25	
création de mares S3	380	T3 2025	
pont canal de la Somme	278295	avr-26	
retenue de Louette	89780	juin-26	
écluse de Catigny, Allaines,jonction	118968	T4 2026	
SNCF-déplacement bassins ligne Amiens-Laon ZAC de Nesles	318	Juillet 2025	Septembre 2025

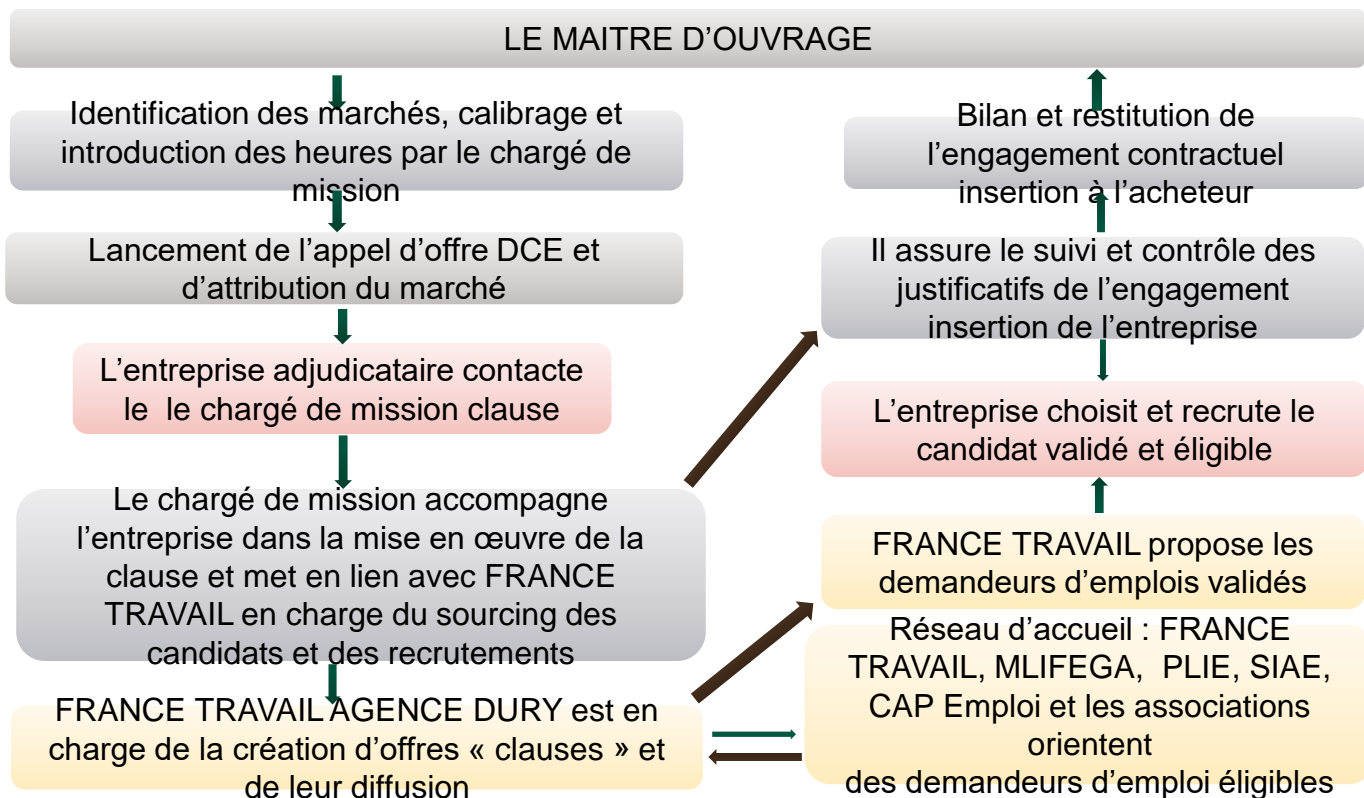
# BILAN CLAUSE SOCIALE 2024

## ENSEMBLE DES OPERATIONS SUR LE TERRITOIRE D'AMIENS METROPOLE SERVICE EMPLOI-INSERTION



Cofinancé  
par l'Union  
européenne

# MODE OPERATOIRE SIMPLIFIE D'EXECUTION DE LA CLAUSE SOCIALE



# ELEMENTS CHIFFRES 2024

## La typologie des heures et des contrats

- **Près de 121 000 heures réalisées via les acheteurs publics et privés suivants** : Amiens Métropole, Ville d'Amiens, AMSOM HABITAT, CLESENCE-Action, TOIT AUSSI, la SIP, SEM Amiens Aménagement, la SNCF, le Ministère de l'Intérieur
- **Via 30 marchés publics**
- **55 entreprises soumissionnaires**
- **71 offres FRANCE TRAVAIL** « clause sociale » créées (*tous maîtres d'ouvrage confondus*)
- Heures réalisées avec **144 demandeurs d'emploi** via : 30 contrats de professionnalisation, 6 contrats d'apprentissage, 17 CDI (temps plein et partiel), 5 CDD de 1 à 3 mois, 80 demandeurs d'emploi mis à disposition via l'intérim d'insertion (HUMANDO et INTER INSER), 6 mises à disposition via l'intérim classique.
- **7 prestations de marchés** ont été sous-traitées avec les entreprises d'insertion Les Astelles et Ozange.net (*Entretien des ZAC, collecte des encombrants, tri des déchets ménagers, entretien de l'usine de méthanisation, nettoyage sur l'opération Cité administrative*).



Cofinancé  
par l'Union  
européenne

**Amiens**  
amiens.fr



## ELEMENTS CHIFFRES AU 31/12/2024

### ❖ Le public bénéficiaire de la clause positionné sur les offres de FRANCE TRAVAIL :

- ✓ 55 % sont issus des Quartiers Prioritaires de la Politique de la Ville
- ✓ 38 % du public bénéficie du Revenu de Solidarité Active (RSA) ou de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)
- ✓ 22 % ont – de 26 ans
- ✓ 14 % ont + de 50 ans
- ✓ 20 % sont DELD
- ✓ 13 % sont des femmes (en peinture, secrétariat, nettoyage des locaux etc ...)  
(12% en 2023)

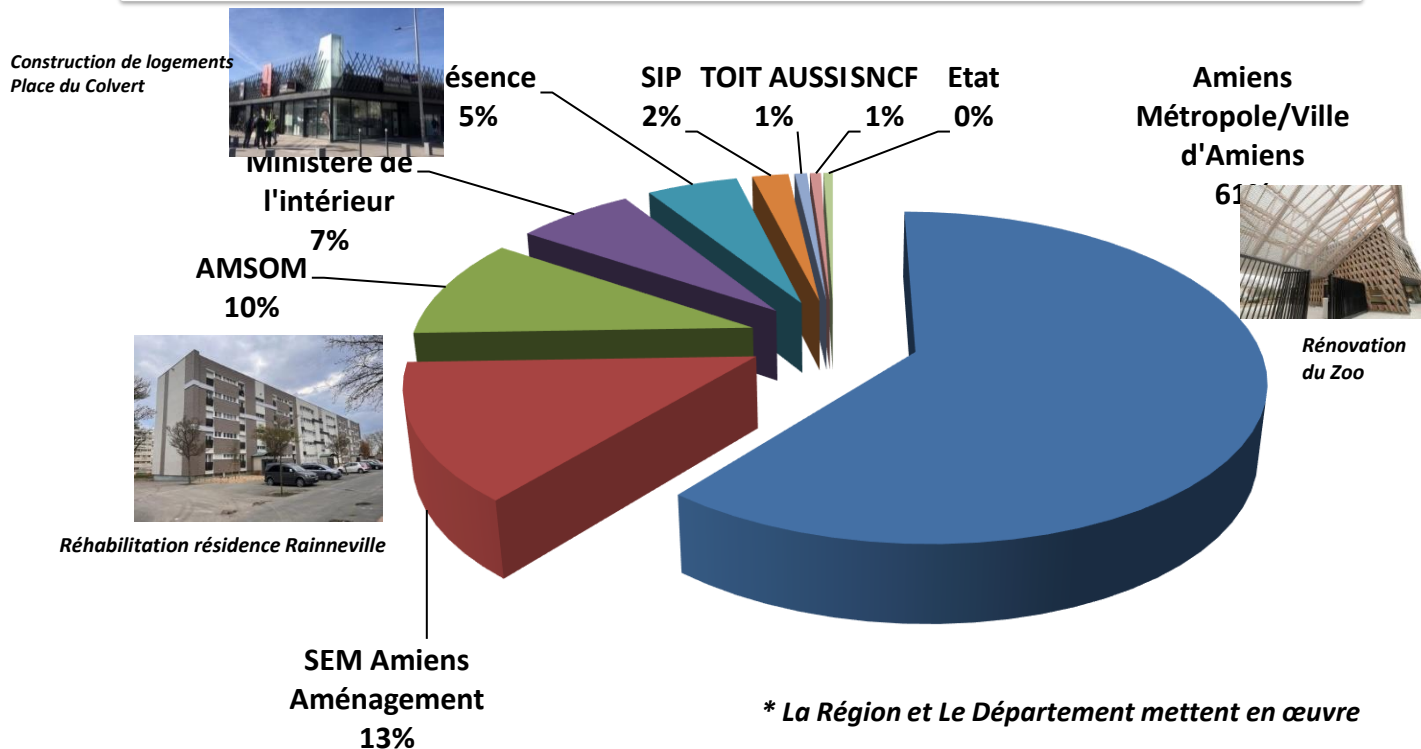


Cofinancé  
par l'Union  
européenne

**Amiens**  
amiens.fr



# STRUCTURATION DES HEURES REALISEES PAR DONNEUR D'ORDRE ACCOMPAGNES PAR AMIENS METROPOLE

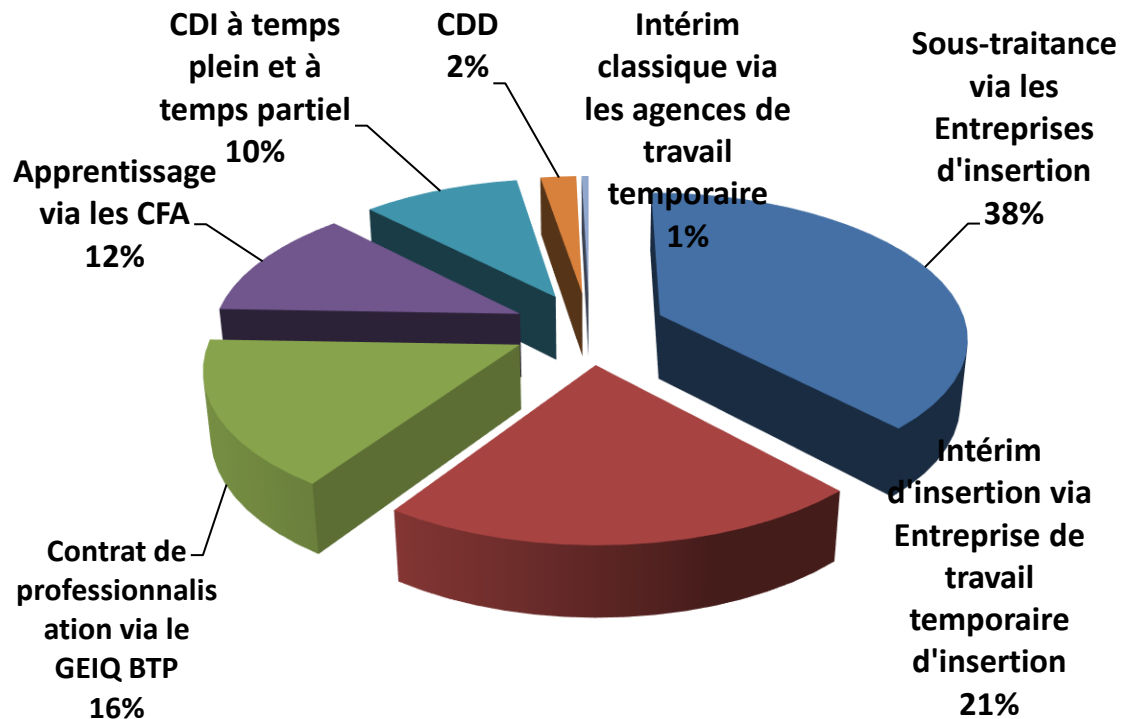


Cofinancé  
par l'Union  
européenne

**Amiens**  
amiens.fr



## STRUCTURATION DES HEURES PAR MODALITE

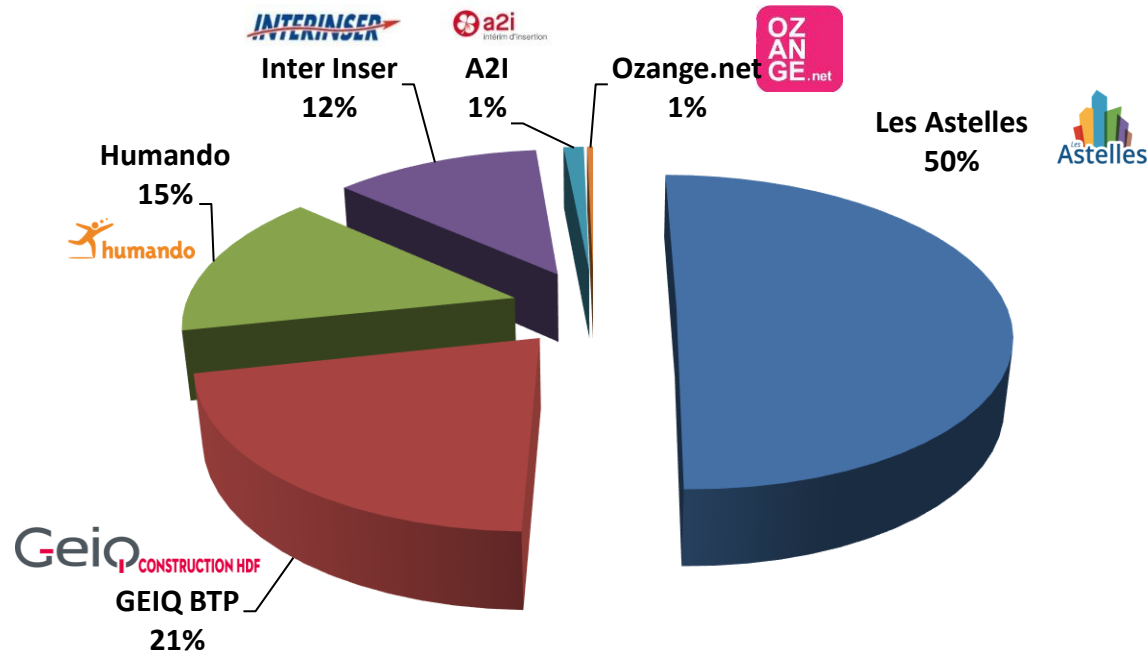


Cofinancé  
par l'Union  
européenne

**Amiens**  
amiens.fr



# STRUCTURATION DES HEURES REALISEES PAR LES ACTEURS DE L'IAE ET LES ACTEURS ASSOCIES HORS MARCHES RESERVES SIAE



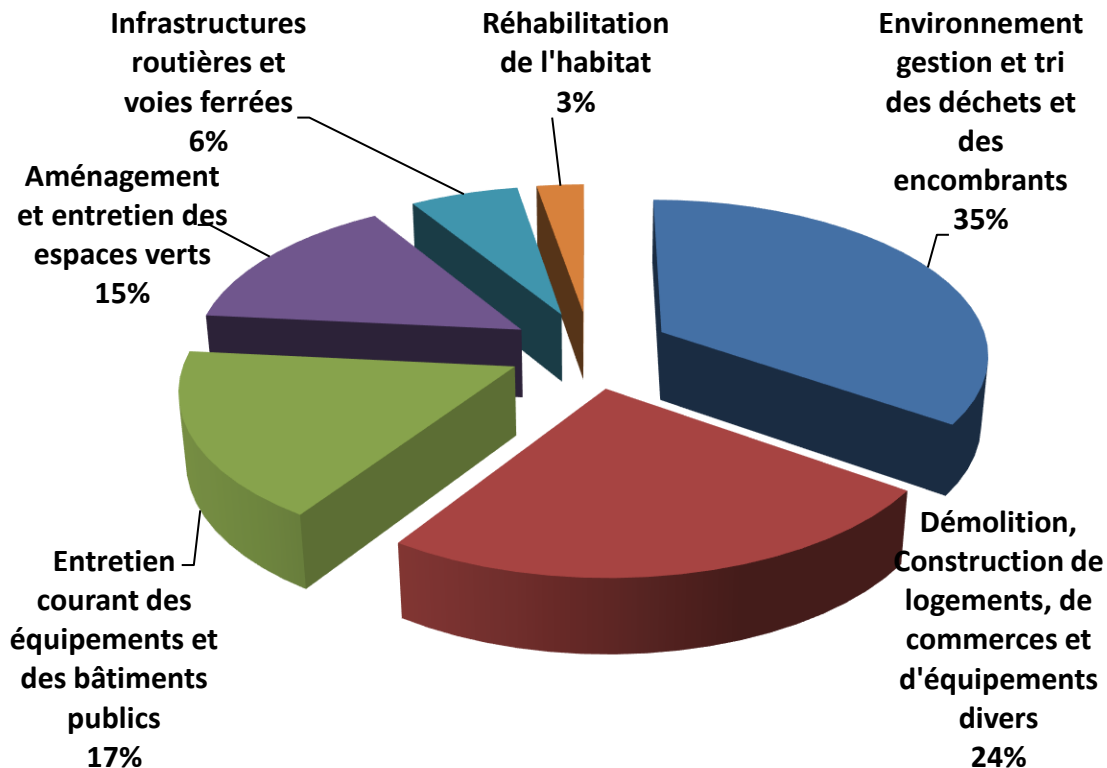
Cofinancé  
par l'Union  
européenne

**Amiens**  
amiens.fr





## HEURES REALISEES PAR TYPE D'OPERATION



Cofinancé  
par l'Union  
européenne

**Amiens**  
amiens.fr



## COMPARATIF SUR LES 6 DERNIERES ANNEES

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
<b>Nombre d'heures réalisées annuellement tout Maître d'ouvrage confondu</b>	92 000	86 000	83 000	60 000	105 000	141 000	128 000	121 000
<b>Part des heures réalisées dans le cadre du NPNRU *</b>	20	0	5	16	22	16	13	12
<b>Part des demandeurs d'emploi issus des QPV ayant travaillé sur les chantiers clausés*</b>	64	51	52	66	53	55	62	55
<b>Part des heures réalisées par les SIAE (<i>Entreprises d'insertion et Intérim d'insertion hors GEIQ BTP</i>)*</b>	32	20	33	43	41	56	64	59
<b>Part des heures réalisées en alternance (<i>contrat de professionnalisation et apprentissage</i>)*</b>	43	50	43	32	26	15	23	28

\* En pourcentage



Cofinancé  
par l'Union  
européenne

**Amiens**  
amiens.fr



## PERSPECTIVES

- Inscrire la clause sociale, dans une logique plus qualitative des parcours d'insertion des demandeurs d'emploi en mutualisant avec les clauses générées par les autres maîtres d'ouvrage
- Former et qualifier les demandeurs d'emploi, diversifier le public bénéficiaire des clauses en l'ouvrant davantage aux femmes, aux jeunes, aux personnes qualifiées, améliorer le suivi de ces publics
- Accompagner la mise en œuvre des 165 000 heures d'insertion prévisionnelles minimum de la Charte ANRU 2 au profit des demandeurs d'emploi issus des QPV (41 % des heures réalisées à ce jour)
- Renforcer et structurer la collaboration avec la Direction de la Commande Publique d'Amiens Métropole
- Poursuivre l'incitation de l'introduction de la clause sociale auprès des promoteurs privés ainsi que pour les acheteurs publics des différents Ministères déjà accompagnés sur des projets structurants comme la Cité Administrative, le nouveau Commissariat de Police, la Bibliothèque Nationale de France ...



Cofinancé  
par l'Union  
européenne



## LA CLAUSE D'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE

## CIAE : RAPPEL DU CONTEXTE

---

- Dispositif juridique instauré en 1993 par le Code des marchés publics
- Lutter contre l'exclusion professionnelle et sociale dans les appels d'offres publics
- Impose aux signataires du marché de réserver une part des heures de travail à des publics éloignés de l'emploi

### **PNAD ( Plan National pour des Achats Durables) 2022-2025:**

- 30% des marchés notifiés au cours de l'année comprennent au moins une considération sociale.

### **Loi climat et résilience (art 35-loi n°2021-1104 )**

- Principe d'obligation de prise en compte de considérations relatives au domaine social ou à l'emploi, dans les conditions d'exécution de tous les contrats supérieurs aux seuils européens

## CIAE : RAPPEL DU CONTEXTE

---

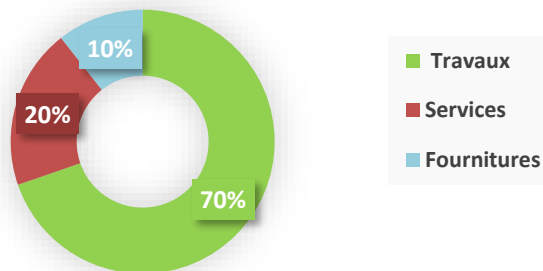
**Engagement fort du Département pour faire de la commande publique un levier d'insertion :**

- Intégration de clauses sociales dans ses marchés depuis 2012
- Mise en place de marchés réservés
- Elaboration du SPASER 2024-2028 (schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables) :
  - Structurer, définir et orienter sa politique d'achat
  - Obligation pour les acheteurs soumis au code de la commande publique
  - Volume d'achat dépassant les 50 millions d'euros annuels
- 101 entreprises partenaires

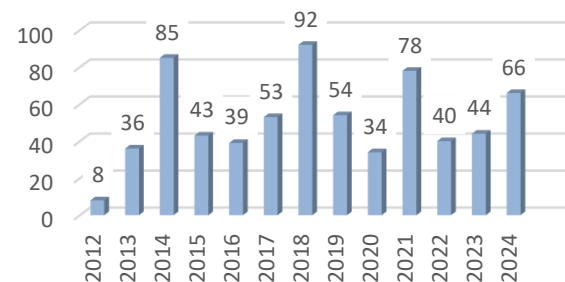
## CIAE au Département de la Somme

- 66 marchés clausés sur 110 marchés analysés
- 20 720 heures travaillées en 2024.
- 66 personnes ont accédé à un travail par le biais de la clause
- Diverses typologies de marchés ( travaux, fournitures, services, prestations intellectuelles...)

### Typologie des marchés



### Evolution des marchés clausés



- 2 marchés réservés aux structures de l'IAE = 33 461 heures de travail en 2024

### Organisation et méthode :

- Un processus internalisé (calibrage, suivi de l'exécution, lien avec les partenaires)
- Un chargé de gestion de la clause
- Un logiciel de suivi et outils partagés
- Possibilité de partager et mettre son expertise au service des partenaires

## Le Partenariat avec la Société du Canal

### Délégation de la gestion de la Clause d'insertion par l'Activité Economique (CIAE) aux Départements Méthodologie, organisation et outils harmonisés et partagés

#### En amont du marché :

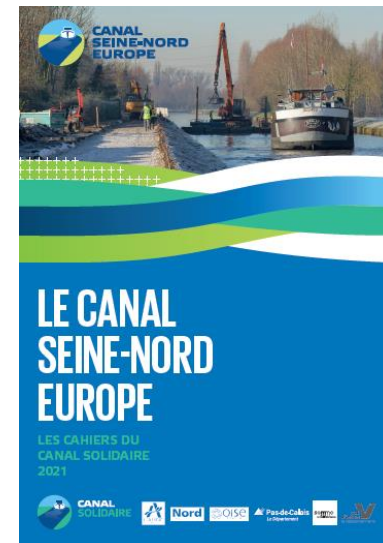
- Analyse d'opportunité de l'intégration d'une CIAE
- Calibrage, avec un taux d'effort d'insertion de 5% minimum

#### En phase de consultation :

- Assistance à la maîtrise d'ouvrage dans la réponse apportée aux interrogations des candidats sur la CIAE

#### En phase d'exécution :

- Accompagnement et interface avec l'entreprise titulaire dans la mise en œuvre de son obligation d'insertion
- Déploiement des outils, mobilisation des publics et des partenaires
- Suivi de la CIAE et des parcours

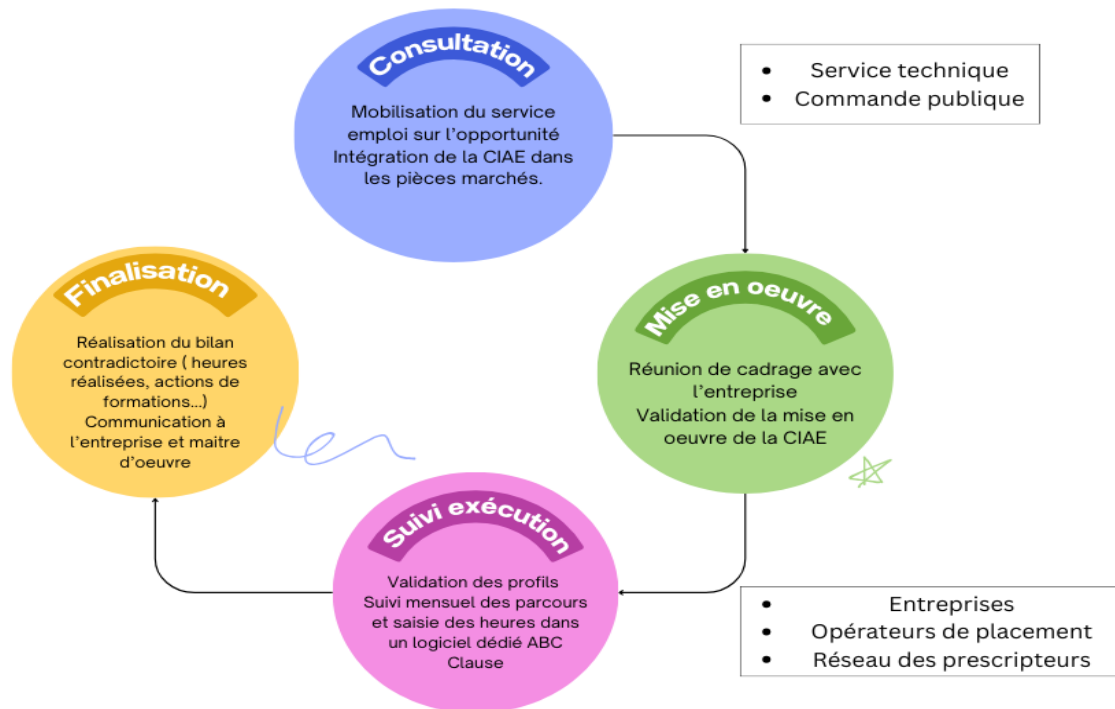




# Le cycle d'un marché intégrant une clause sociale

## Cycle Marché Clausé

Un circuit mobilisant  
différents partenaires



## LES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE

- Embauche directe d'un salarié en CDD ou CDI
- Promotion de la formation /contrats d'alternance ou de professionnalisation.
- La mise à disposition de salariés :
  - Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ)
  - Association intermédiaire (AI)
  - Entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)
- Sous-traitance ou co-traitance avec un atelier et chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise d'insertion (EI).
- Maintien dans l'emploi de personnes en situation de handicap.

## LES PUBLICS ELIGIBLES

- Les allocataires du RSA ou ayants droits
- Les personnes reconnues travailleurs handicapés (RQTH)
- Les demandeurs d'emploi longue durée (DELD)
- Les jeunes de moins de 26 ans sans qualification ou sans expérience professionnelle
- Les salariés des structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE)
- Les personnes sortant d'un contrat aidé Parcours Emploi Compétences (PEC)

# Objectifs du partenariat

---

- Travailler en amont avec les services acheteurs sur la base de la programmation achat
- Appui à l'analyse et au calibrage des marchés
- Durant la phase de consultation : assistance et apporter les réponses dans le cadre de la mise en œuvre de l'engagement d'insertion
- Durant la phase d'exécution : Proposer des solutions de recrutements et veiller à la bonne de la clause sociale  
Valider et suivre l'exécution de la CIAE jusqu'à l'issue du marché

## Les bénéfices :

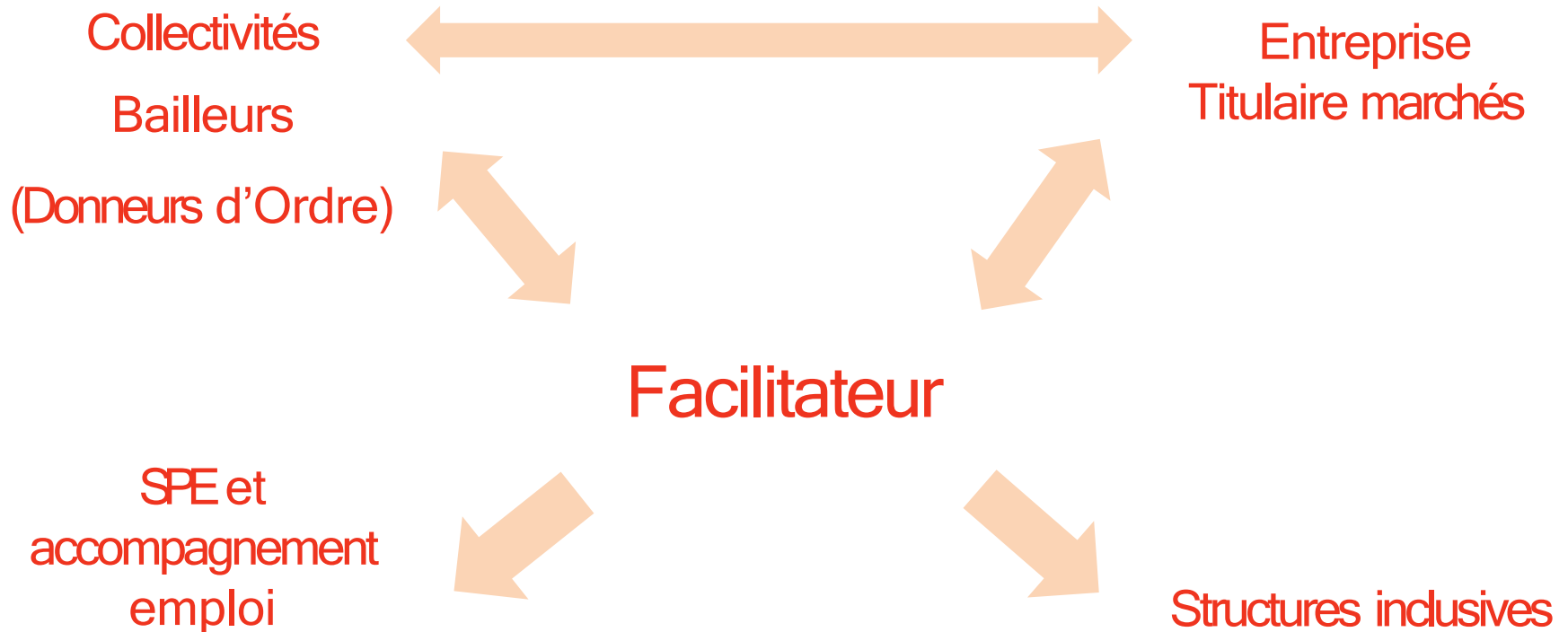
- Une simplification de la mise en œuvre des clauses sociales
- Une contribution concrète à la responsabilité sociétale de votre organisation
- Un accompagnement clé en main pour assurer le respect de vos obligations

## IV – Rôle du facilitateur

Présentation par **Madame Virginie RISSE** et **Monsieur Damien DEHAME**, facilitatrice et facilitateur CS de la MLPM

# La clause sociale, une opportunité à saisir

## Le facilitateur, guichet unique au service de tous



# La clause sociale, une opportunité à saisir

## Clause sociale : Développement local et éco-système de la clause

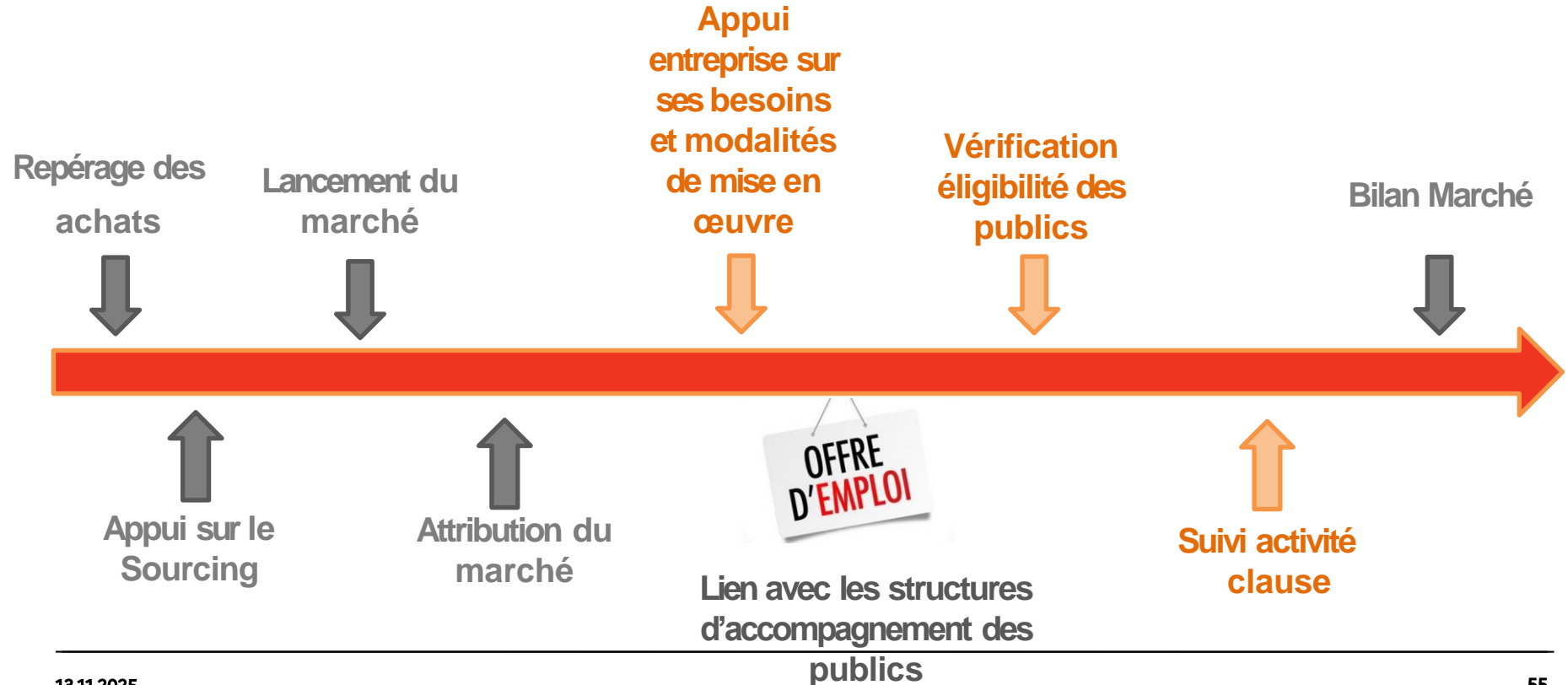
**Facilitateur = Animateur territorial**



- Avec les partenaires en charge de l'accompagnement des publics
- Avec les DO, réseaux d'acheteurs, ...
- Avec les structures inclusives (IAE, Handicap, ESS)
- Avec les représentants des entreprises et les fédérations professionnelles

# La clause sociale, une opportunité à saisir

## Clause sociale : Timing d'un marché au titre de la clause



# La clause sociale, une opportunité à saisir

## La clause sociale : synthèse

- Des objectifs quantitatifs et qualitatifs
- Une ouverture vers de nouveaux publics cibles
- Une coordination de l'écosystème, de l'insertion et de l'emploi (SIAE, structures du handicap, fédérations d'entreprises, etc.)
- Un levier de développement local



## **V - Illustrations d'un partenariat facilitateur / Donneur d'Ordre**

- Comment procédez-vous?
- Quels sont les types de donneur d'ordre sur vos territoires?
- Quels sont les principaux marchés, grands chantiers sur vos territoires, sont-ils tous clausés?
- Quelles sont vos perspectives?

# Illustration de la MLPM par Madame Virginie RISSE et Monsieur Antoine DEHAME

- Témoignage de Madame DE OLIVEIRA de la CPAM de la Somme : illustration d'une initiative locale de promotion (PLIE Picardie Maritime)
- Témoignage de Madame FERJANI, directrice du développement et du patrimoine Baie de Somme Habitat - Bailleur

## Illustration de la MEEF SHS par Madame Marion VASSEUR

Type de MO :

- SNCF : marché connu et attribué par facilitateur régional – 140 heures réalisées
- EIFFAGE : hors marché public – connaissance partenariale de la facilitatrice – 70 heures réalisées
- Commune : contrat pour gros œuvre – en cours -35 heures réalisées

# Illustration d'Amiens Métropole par Monsieur Kamel YAHIAOUI

➤ Témoignage avec l'ETTI HUMANDO

## **Illustration du CD80 : méthode du département de la Somme en matière de CS (le facilitateur est lui-même DO) :**

- Lancement sur l'année 2024 d'un test pour un partenariat avec l'AMSOM Habitat pour la prise en charge des CS sur leurs marchés hors métropole Amiénoise
- Mise en place d'un « circuit vertueux » par le biais des marchés réservés à l'IAE afin de consolider les parcours d'insertion permettant aux personnes positionnées sur ces marchés de se présenter sur les clauses d'insertion
- 2 opérations types représentant 6 marchés + 3 opérations en cours d'étude

## VI - Témoignages de prescripteurs sur l'intérêt des clauses sociales dans les parcours d'insertion

Intervention de **Monsieur Yassine MOKKADEM**, chargé de mission de la Direction régionale – Partenariat Opérationnel France Travail Hauts-de-France – Boves – Référent Régional Clause Social – Référent Régional Politique de la ville

# Temps d'échange – Retours – Q/R

Merci pour votre attention  
Restons mobilisés😊